



BÉNIN : COÛTS ÉCONOMIQUES DU MARIAGE DES ENFANTS ET SOLUTIONS POTENTIELLES



Décembre 2021

BÉNIN : COÛTS ÉCONOMIQUES DU MARIAGE DES ENFANTS ET SOLUTIONS POTENTIELLES



Quentin Wodon

Décembre 2021

PRINCIPAUX MESSAGES :

- Le mariage des enfants génère des coûts importants, dont ceux liés à une croissance démographique plus élevée, des revenus du travail plus faibles pour les femmes à l'âge adulte, et des taux de retard de croissance et de mortalité des moins de cinq ans plus élevés.
- Une revue de la littérature internationale sur ce qui peut aider à mettre fin au mariage des enfants suggère que des transferts en espèces ou autres incitants économiques peuvent aider à ce que les adolescentes restent à l'école au niveau du secondaire et éviter ainsi le mariage des enfants.
- L'avantage économique potentiel de la réduction du mariage des enfants lié aux gains de bien-être résultant d'une croissance démographique plus faible est considérable, jusqu'à plus de 500 millions de dollars d'ici 2030.

INTRODUCTION

Malgré les progrès significatifs enregistrés au cours de ces dernières années, au Bénin les filles ont toujours des niveaux de scolarité au secondaire inférieurs à ceux des garçons en partie à cause du mariage des enfants. Le manque d'éducation des filles ainsi que les grossesses précoces qui en résultent ont des impacts importants sur d'autres indicateurs du développement, dont les indicateurs de santé pour les enfants nés de jeunes mères et ceux liés à l'autonomie des femmes.

L'objectif de cette note est tout d'abord de mesurer certains des coûts économiques du mariage des enfants. Ensuite, la note présente certaines des interventions et politiques publiques qui peuvent mettre fin au mariage des enfants. Une revue de la littérature internationale suggère que garder les jeunes filles à l'école via des incitants économiques est probablement l'une des manières les plus efficaces de mettre fin au mariage des enfants, mais cela requiert aussi que la qualité de l'éducation soit suffisante pour qu'une scolarité prolongée soit possible et en vaille la peine.

Encadré 1 : Éducation et Groupes Vulnérables

Pourquoi une série de notes sur l'éducation et les groupes vulnérables en Afrique ?

Malgré des progrès substantiels, de nombreux pays continuent d'avoir des résultats médiocres pour les niveaux d'instruction et d'apprentissage. C'est surtout le cas pour les groupes vulnérables. Documenter ces défis et les solutions potentielles peut aider à améliorer leurs résultats.

Quels sont les sujets abordés dans la série ?

Un large éventail de sujets sont abordés avec un accent sur les résultats scolaires, entre autres pour les filles, les enfants en pauvreté, les enfants handicapés, les enfants vivant en zones rurales ou éloignées et divers groupes minoritaires.

Quelles sont les questions traitées dans cette note ?

La note estime certains des coûts économiques du mariage des enfants et discute sur la base d'une revue de la littérature de certaines des interventions et politiques publiques qui permettraient de mettre fin à la pratique.



COÛTS ÉCONOMIQUES DU MARIAGE DES ENFANTS

Une autre note dans cette série montre que le mariage des enfants, les grossesses précoces et le manque d'éducation pour les jeunes filles peuvent avoir des impacts négatifs sur de nombreux indicateurs du développement. S'il n'est pas possible de fournir une évaluation monétaire de tous les coûts associés au mariage des enfants, à la procréation précoce et au manque de scolarité des filles, les coûts de certains des impacts les plus importants peuvent être estimés.

Pour cette note, l'accent est mis sur les coûts du mariage des enfants ou, de manière équivalente, sur les avantages de mettre fin à la pratique. L'accent est en particulier mis sur les avantages liés à une réduction du taux de croissance démographique, à des gains de niveau de scolarité et donc de revenus, et à une réduction du retard de croissance des moins de cinq ans. Dans la plupart des cas, nous estimons à la fois les gains immédiats et les gains à plus long terme, en examinant les avantages qui en résulteraient d'ici 2030. Cela permet aux estimations de tenir compte de la nature cumulative de certains des avantages de la fin du mariage des enfants, en particulier dans le cas de la croissance démographique. Cela permet également aux évaluations de s'ajuster aux augmentations du niveau de vie (PIB par habitant) au fil du temps.

Ces estimations des coûts économiques ne doivent pas être considérées comme précises, car elles dépendent de plusieurs facteurs, dont : (1) des estimations économétriques des impacts qui ont elles-mêmes des écart types, et (2) une gamme d'hypothèses de coût qui pourraient être débattues (voir l'encadré 2 sur certaines de ces hypothèses). Cependant, elles fournissent un ordre de grandeur des coûts potentiels du mariage des enfants. Les estimations des coûts dans cette note sont basées sur les pertes annuelles du PIB par habitant ou de ses composantes telles que les revenus du travail. Il convient de mentionner que si les pertes à vie étaient calculées, par exemple sur la base d'estimations de l'évolution de la richesse des nations (Lange et al., 2018), les estimations des coûts seraient nettement plus importantes que

celles rapportées ici (pour des illustrations, voir par exemple Wodon et de la Brière, 2018 et Wodon et al., 2018).

Sur la base des estimations des impacts du mariage des enfants sur d'autres indicateurs du développement fournies dans une autre note dans cette série, des estimations illustratives des coûts annuels pour certains de ces impacts sont fournies dans le tableau 1. Les avantages en termes de bien-être, de la croissance démographique plus faible qui résulteraient de la fin du mariage des enfants et de la procréation précoce sont considérables. Si le mariage des enfants et la procréation précoce avaient pris fin en 2015, les gains annuels immédiats pourraient être équivalents au Bénin à 23 millions de dollars (PPA), passant à 541 millions de dollars d'ici 2030. L'estimation est basée sur la réduction de la croissance démographique qui résulterait de l'élimination du mariage des enfants et des grossesses précoces, et l'augmentation du PIB par habitant qui en résulterait. Il ne s'agit que d'un ordre de grandeur.

En outre, au fil du temps, des économies budgétaires seraient réalisées grâce à une baisse de la demande de services publics due à une croissance démographique plus faible. Sur la base d'une analyse utilisant un modèle de Wils (2015), des estimations pour le Niger suggèrent que la fin du mariage des enfants et de l'accouchement précoce pourrait entraîner d'importantes économies budgétaires pour le gouvernement si le pays était en mesure d'atteindre l'achèvement de l'enseignement secondaire universel d'ici 2030 (Wodon, 2018b). Des effets similaires sont à l'œuvre au Bénin, même s'ils pourraient être plus faibles en raison des effets moindres de l'élimination du mariage des enfants sur la croissance démographique. Quant aux avantages d'une réduction du retard de croissance des enfants de moins de cinq ans, ils pourraient être évalués à 3 millions de dollars (PPA) d'ici 2030. Le mariage des enfants n'affectant pas directement la mortalité des enfants de moins de cinq ans par le biais de la procréation précoce, aucune estimation n'est fournie pour les avantages à réduire la mortalité des moins de cinq ans.



L'avantage économique potentiel de la réduction du mariage des enfants lié aux gains de bien-être résultant d'une croissance démographique plus faible est considérable, jusqu'à plus de 500 millions de dollars d'ici 2030.

L'avantage économique potentiel de la réduction du mariage des enfants lié aux gains de bien-être résultant d'une croissance démographique plus faible est considérable, jusqu'à plus de 500 millions de dollars d'ici 2030.

Tableau 1 : Ordre de grandeur d'avantages sélectionnés de l'élimination du mariage des enfants (US \$ PPA sauf indication contraire)

Gain/Bénéfice	Bénéfice annuel en 2015	Bénéfice annuel en 2030
(1) Gain de bien-être suite à la réduction de la croissance démographique	\$23 millions	\$541 millions
(2) Bénéfice d'une réduction de la mortalité des moins de 5 ans	-	-
(3) Bénéfice d'une réduction du retard de croissance des moins de 5 ans	Non-estimé	Jusqu'à \$3 millions

Source : Estimation des auteurs.

Note : Pour la réduction de la mortalité des moins de cinq ans, une estimation n'est pas fournie puisque les effets ne sont pas statistiquement significatifs dans les régressions.

Un autre avantage économique important de la réduction du mariage des enfants est l'augmentation des revenus des femmes à l'âge adulte, estimés à 80 millions de dollars EU (PPA).

L'impact du mariage des enfants sur le niveau de scolarité a également des implications sur le potentiel de revenus des jeunes mariées. Cela se traduit par des gains de revenus qui auraient été observés aujourd'hui si les femmes qui se sont mariées en tant qu'enfants avaient pu se marier plus tard. Il existe une littérature abondante

sur l'impact potentiel du niveau de scolarité, sur les revenus, qui s'applique aussi bien aux garçons qu'aux filles (pour une revue récente, voir Psacharopoulos et Patrinos, à paraître). En amenant les filles à abandonner prématurément l'école, le mariage des enfants entraîne des pertes de revenus à l'âge adulte (Savadogo et Wodon, 2018). Au Bénin, la valeur des revenus supplémentaires que les femmes auraient pu gagner si elles ne s'étaient pas mariées tôt est estimée à 80 millions de dollars (PPA) en 2019. En raison du manque de données et de temps, la présente étude ne fournit pas de mesures de l'impact potentiel du faible niveau d'instruction et du mariage des enfants sur la pauvreté monétaire, mais ces effets potentiels sont vraisemblablement importants, comme le suggère l'UNESCO (2017) dans le cas de l'impact du niveau d'instruction sur la pauvreté.

Encadré 2 : Prise en compte des effets potentiels d'équilibre général lors de l'estimation des coûts

L'estimation des coûts du mariage des enfants en raison de la perte de revenus suppose implicitement que le marché du travail serait en mesure d'absorber un plus grand nombre de femmes mieux instruites. Plus précisément, l'hypothèse est que les gains de niveau d'instruction des femmes grâce à l'élimination du mariage des enfants ne conduiraient pas à une diminution des rendements de l'éducation une fois que les femmes seront mieux éduquées. Si la fin du mariage des enfants devait conduire à une forte augmentation de la proportion de femmes mieux instruites, l'hypothèse pourrait être problématique, en particulier dans des pays comme le Bénin où de nombreuses femmes ont un faible niveau d'instruction. L'estimation ne tient pas non plus compte des effets potentiels sur les hommes de l'augmentation du niveau de scolarité des femmes. Les revenus des hommes peuvent diminuer si davantage de femmes sont mieux éduquées et ont accès aux mêmes opportunités d'emploi que les hommes, ce qui se traduit par une réduction de la ségrégation professionnelle par sexe qui a traditionnellement conduit à des revenus plus élevés pour les hommes.



Des études dans d'autres pays suggèrent qu'avec le temps, les primes du marché du travail associées à des niveaux de scolarité plus élevés peuvent être réduites une fois que les travailleurs atteignent des niveaux de formation plus élevés. Angrist (1995) montre que l'élargissement de l'accès à l'éducation dans les territoires palestiniens a conduit à une réduction de la prime de compétences. Acemoglu et al. (2004) notent que pendant la Seconde Guerre mondiale, une participation plus élevée des femmes à la population active a fait baisser les salaires des travailleurs peu qualifiés. Duflo (2004) suggère des effets similaires en Indonésie à la suite d'un vaste programme de construction d'écoles. Ce ne sont là que quelques exemples d'études qui documentent les effets d'équilibre général, qui, comme l'a noté Acemoglu (2010), peuvent être importants. Dans l'étude de la Banque mondiale sur le coût de la non-scolarisation des filles dans le monde (Wodon et al., 2018), cela a été pris en compte en fournissant une gamme d'estimations, avec et sans effets d'équilibre général. Cela semble moins nécessaire ici parce que seule une partie des femmes qui se marient tôt sont censées terminer leurs études secondaires en l'absence du mariage des enfants, étant donné d'autres contraintes à l'enseignement secondaire telles que le coût ou la distance par rapport à l'école. Les changements de revenus dus à l'élimination du mariage des enfants restent limités, généralement à moins de 1,0% en moyenne des salaires. Cela ne devrait pas conduire à d'importants effets d'équilibre général.

Cependant, si les effets d'équilibre général sont à l'œuvre, les estimations fournies peuvent surestimer le coût du mariage des enfants en termes de perte de revenus. Mais en même temps, d'autres facteurs pourraient entraîner des coûts plus importants que ceux rapportés. Premièrement, l'estimation ne tient pas compte de l'effet potentiel de la fin du mariage des enfants sur la participation au marché du

travail ou sur les heures réelles de travail. En outre, grâce à des effets multiplicateurs, l'augmentation des revenus des femmes grâce à de meilleures possibilités d'éducation pourrait générer des revenus plus importants pour les hommes et les femmes que ce qui est suggéré ici. Enfin, les avantages intergénérationnels découlant de revenus plus élevés pour les femmes grâce à une meilleure éducation de leurs enfants ne sont pas non plus pris en compte. À long terme, les gains découlant de l'élimination du mariage des enfants pourraient donc être plus importants que ne le suggèrent les régressions des revenus qui ne prennent en compte que les conditions actuelles.

Pour illustrer l'ampleur des avantages potentiels de l'élimination du mariage des enfants, des comparaisons avec l'aide publique au développement peuvent être utiles. À des fins de comparaison, il peut être utile de comparer certaines des estimations ci-dessus avec l'aide publique nette au développement (APD), qui consiste en des décaissements de prêts consentis à des conditions concessionnelles (déduction faite du remboursement du principal) et des dons par des agences officielles. Les agences incluses sont les membres du Comité d'aide au développement (CAD), les institutions multilatérales et les pays non-membres du CAD. L'APD nette comprend les prêts, dont au moins un quart est constitué d'éléments de don. Au Bénin, l'APD nette s'est élevée typiquement entre 500 et 700 millions de dollars ces dernières années. Cela suggère que d'ici 2030, mettre fin au mariage des enfants et aux accouchements précoces en 2015 pourrait générer des avantages équivalents à l'APD nette reçue par le pays aujourd'hui simplement grâce aux effets sur le bien-être de la croissance démographique. Si l'on ajoute tous les avantages de la fin du mariage des enfants, les gains seraient plus importants et ils continueraient de croître au fil du temps, en particulier pour les effets liés à la croissance démographique.



Encadré 3 : Pourquoi certains impacts et coûts sont-ils importants et d'autres moins importants ?

En termes économiques, le fait que le mariage des enfants ou l'accouchement précoce ne peut conduire qu'à des réductions relativement faibles des mesures nationales pour certains résultats n'implique pas que les coûts économiques associés à ces impacts soient faibles. Par exemple, dans de nombreux pays, le mariage des enfants a tendance à réduire les revenus des populations d'environ 1% en moyenne à l'échelle nationale. Bien que 1% ne semble pas être une très grande proportion, le coût économique associé est très important et, pour les femmes touchées, les pertes de revenus sont encore plus importantes.

Certains des impacts les plus importants du mariage des enfants en termes de coûts économiques ont tendance à être liés à la fécondité et à la croissance démographique, à l'éducation, aux revenus et à la santé des enfants nés de jeunes mères. Ces impacts sont étroitement liés. En particulier lorsque l'utilisation de la contraception moderne est faible, le mariage des enfants conduit à des accouchements précoces, ce qui augmente les risques pour la santé des mères ainsi que des enfants nés de jeunes mères tout en conduisant à des taux de fécondité plus élevés. Les mariages précoces et les accouchements précoces entrent également en conflit avec la capacité des filles à poursuivre leurs études, ce qui réduit les revenus à l'âge adulte. Tous ces effets sont à l'œuvre au moment du mariage (par le décrochage scolaire) ou peu après (par la procréation).

En revanche, les impacts dans d'autres domaines - de la violence à la participation au marché du travail et à la prise de décision - sont observés dans l'analyse de cette note tout au long de la vie d'une femme et peuvent dépendre de nombreux autres facteurs, hormis le mariage ou non des filles. Par exemple, la violence entre partenaires intimes et le manque de capacité décisionnelle sont le résultat, au moins en partie, d'une inégalité généralisée entre les sexes.

Bien que le mariage des enfants pour les filles contribue à perpétuer l'inégalité entre les sexes, retarder le mariage de quelques années sans autres changements peut ne pas suffire à lui seul à changer fondamentalement les rôles liés au genre et les normes sociales. C'est probablement la raison pour laquelle si mettre fin au mariage des enfants peut aider dans ces domaines, les impacts ont tendance à être plus faibles et en particulier à être plus faibles que l'impact d'un niveau d'éducation plus élevé pour les filles.

METTRE FIN AU MARIAGE DES ENFANTS : REVUE DE LA LITTÉRATURE

Pour réduire le mariage des enfants et les grossesses précoces et permettre à toutes les filles d'achever leurs études secondaires, certaines conditions générales doivent être remplies par les systèmes éducatifs. En outre, des interventions ciblées spécifiques peuvent aider. Cette section fournit une analyse rapide des conditions générales et des interventions spécifiques qui peuvent aider à améliorer les résultats scolaires des filles et à réduire le mariage des enfants.

Pour réduire le mariage des enfants et les grossesses précoces et permettre aux filles de terminer leurs études secondaires, certaines conditions générales doivent être remplies par les systèmes éducatifs. En outre, des interventions ciblées spécifiques peuvent aider.

Conditions de base

L'une des meilleures approches pour réduire le mariage des enfants et les grossesses précoces est de trouver des moyens de maintenir les adolescentes à l'école. Pour que cela fonctionne, des programmes spécifiques peuvent être utiles (comme nous le verrons plus loin ; voir également l'encadré 4), mais certaines conditions générales des systèmes éducatifs doivent également être en place. Ces conditions générales à l'heure actuelle ne sont pas remplies au Bénin ainsi que dans d'autres pays en Afrique.

- Premièrement, il faut une infrastructure scolaire suffisante. Dans de nombreux pays, l'accès à l'enseignement secondaire



Bénin : Coûts économiques du mariage des enfants et solutions potentielles

inférieur et supérieur reste faible, en partie parce qu'il n'y a pas assez d'écoles secondaires, surtout dans les zones rurales. Les écoles doivent également fournir un accès à l'eau, aux toilettes et aux installations sanitaires qui sont importantes pour les adolescentes. Lorsque les écoles ne peuvent pas être construites à proximité, fournir des modes de transport pour les filles pour aller à l'école est une option. Enfin, des interventions sont nécessaires pour s'assurer que les filles ne sont pas harcelées sur le chemin de l'école ou même à l'école (sur la violence liée au genre et comment la réduire, voir par exemple Abramsky et al., 2014).

- Deuxièmement, le système éducatif doit garantir l'apprentissage. Dans de nombreux pays d'Afrique (Bashir et al., 2018) et plus généralement dans de nombreux pays en développement (Banque mondiale, 2018), les performances des étudiants sont faibles, comme le mesurent les évaluations nationales et internationales des étudiants. Il faut inverser ces tendances en investissant dans les systèmes éducatifs, non seulement pour un meilleur accès, mais aussi pour une meilleure qualité.
- Troisièmement, pour atteindre toutes les filles, la scolarisation doit être abordable pour les parents. Les gouvernements successifs du Bénin, l'ont si bien compris que la scolarisation des filles est gratuite jusqu'à la fin du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire. Les coûts directs et les coûts d'opportunité de l'enseignement secondaire restent élevés dans de nombreux pays de la région. Des changements de politiques ainsi que des interventions ciblées sont nécessaires pour réduire ces coûts.

Au-delà des politiques liées à l'éducation, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour changer les normes sociales qui perpétuent l'inégalité liée au genre d'une génération à l'autre. Le mariage des enfants, la procréation précoce et le faible niveau de scolarité des filles contribuent à l'inégalité liée au genre (Klugman et al., 2014). Des réformes plus larges sont nécessaires dans ce domaine pour changer les

normes sociales et autres contraintes qui limitent les opportunités pour les filles. En particulier la Convention relative aux droits de l'enfant souligne la nécessité d'un consentement plein et éclairé pour le mariage et note que les enfants n'ont pas la capacité de donner un tel consentement. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'âge de 18 ans est recommandé comme âge minimum du mariage. Pourtant, dans de nombreux pays, le Code civil fixe l'âge minimum légal du mariage à moins de 18 ans pour les filles. En outre, même lorsque l'âge minimum du mariage est fixé à 18 ans, il existe souvent des exceptions dans la loi qui permettent aux filles de se marier plus tôt avec le consentement des parents ou celui des tribunaux. Enfin, au-delà de la législation, des interventions spécifiques sont nécessaires, car le mariage des enfants continue d'être répandu même dans les pays qui ont adopté des lois interdisant cette pratique. Si l'adoption de lois est un pas important, ce n'est pas suffisant. Comme l'ont noté Wodon et al. (2017), vu la faible capacité des pays de s'assurer du respect de certains types de lois, la plupart des mariages d'enfants ont lieu en dessous de l'âge minimum légal du mariage adopté dans certains pays, ce qui montre que l'adoption de lois ne suffit pas.

Encadré 4 : Amélioration du niveau de scolarité et de l'apprentissage des filles

Étant donné que de multiples facteurs peuvent contribuer aux écarts liés au genre en matière de scolarité et d'apprentissage, les types d'interventions qui pourraient être mises en œuvre pour réduire ces écarts sont multiples.

La distance aux écoles devrait-elle être réduite, que ce soit en construisant de nouvelles écoles dans les régions peu servies ou en réduisant le temps de déplacement grâce aux modes de transport ? Des bourses devraient-elles être accordées aux filles ? Devrait-on embaucher davantage d'enseignantes et directrices d'école ? La priorité devrait-elle être de mettre à disposition des blocs sanitaires séparés pour les garçons et les filles ? Faudrait-il mettre davantage l'accent sur la compréhension et le changement des pratiques culturelles ? Faut-il mettre en œuvre des interventions pédagogiques ciblant les filles ?



Le bon choix entre les interventions potentielles dépend du contexte des pays et des communautés. Cependant, les évaluations rigoureuses de programmes peuvent aider, et de plus en plus d'évaluations de ce type sont disponibles.

Une revue d'évaluations existantes pour les programmes visant à éduquer les jeunes filles a été préparée par Unterhalter et al. (2014). La revue met l'accent sur les interventions qui (i) fournissent des ressources (y compris des transferts) et des infrastructures, (ii) changent les institutions, et (iii) changent les normes sociales et incluent les plus marginalisés dans la prise de décision en matière d'éducation. La revue a résumé l'impact de différents types d'interventions sur trois résultats : la participation, l'apprentissage et l'autonomisation. Pour chaque type d'intervention et catégorie de résultat, les probabilités d'impact ont été classées comme fortes, prometteuses, limitées ou faibles.

En ce qui concerne la participation, les données sur l'impact des transferts monétaires conditionnels, les informations sur les rendements potentiels dans l'emploi de l'éducation et la mise à disposition d'écoles supplémentaires dans les zones mal desservies et dangereuses sont de solides investissements. C'est également le cas de certaines interventions liées à la formation des enseignants, à l'apprentissage en groupe et aux mesures conçues pour promouvoir des écoles où les filles sont bienvenues. L'apprentissage en dehors de la salle de classe, par exemple grâce au tutorat, est aussi une possibilité. Plusieurs de ces interventions (apprentissage en groupe, programmes d'apprentissage en dehors de la salle de classe et bourses liées au rendement des élèves) ont également des effets sur l'apprentissage. Par contre, l'impact des interventions sur l'autonomisation des écoles est souvent plus faible.

Source : Unterhalter et al. (2014)

Interventions spécifiques pour mettre fin au mariage des enfants

Pour suggérer des options pour des programmes ciblés, cette section résume les résultats d'évaluations pour trois types d'interventions pour les adolescentes : (1) des programmes fournissant des « compétences de vie » pratiques et des connaissances en santé reproductive ; (2) des programmes offrant des opportunités économiques pour les jeunes filles ; et (3) des programmes qui visent à maintenir les jeunes filles à l'école ou leur permettent de retourner à l'école. L'accent mis sur ces trois types d'intervention découle du fait qu'il existe suffisamment d'évaluations pour analyser la mesure dans laquelle ils peuvent contribuer à différents objectifs. Les trois types de programme peuvent en principe retarder le mariage et la procréation et augmenter le niveau de scolarité de diverses manières, mais ils sont basés sur différentes théories du changement (voir l'encadré 5). Les résultats sommaires fournis ci-dessous sont basés sur près de 40 interventions examinées par Botea et al. (2017).

Pour être incluses dans la revue de la littérature, les interventions devaient répondre aux critères de sélection suivants : (1) cibler les filles âgées de 10 à 19 ans, soit exclusivement, soit dans le cadre d'un groupe cible plus large ; (2) fournir des compétences de vie et des connaissances sur la santé sexuelle et reproductive (SSR), des opportunités économiques ou des opportunités pour l'éducation ; (3) démontrer des résultats en termes d'amélioration de la santé des jeunes femmes, notamment en matière de SSR, ou retarder le mariage ou la procréation ; et (4) avoir été testées dans un pays en développement, généralement en Afrique subsaharienne, mais aussi dans d'autres contextes à faible revenu tels que le Bangladesh ou certaines parties de l'Inde (pour un autre examen des évaluations disponibles au plan international, voir également Kalamar et al., 2016).



Encadré 5 : Théories du changement

Connaissance des compétences de vie et de la santé sexuelle et reproductive (SSR) : En augmentant les connaissances et la sensibilisation, les compétences de vie peuvent augmenter le risque perçu par les jeunes femmes de tomber enceintes à un âge précoce et le désir d'éviter les grossesses précoces (grâce à la planification familiale). Grâce à ces canaux, les compétences de vie peuvent conduire à de meilleurs résultats de santé pour les filles et leurs enfants. En augmentant la confiance et l'estime de soi des filles, les compétences de vie peuvent également accroître leurs aspirations. Avec des aspirations accrues, les filles peuvent avoir un plus grand désir de retarder le mariage et la procréation. Enfin, les compétences de vie peuvent améliorer les capacités de communication et de prise de décision des jeunes femmes, ce qui leur permet de mieux négocier leurs préférences en matière de mariage et de maternité. Par contre, si les compétences de vie et les connaissances en SSR peuvent autonomiser les filles, elles peuvent ne pas être suffisantes pour retarder le mariage et la procréation si les normes sociales limitant le pouvoir d'agir pour les filles ne sont pas également abordées en même temps.

Compétences de vie et opportunités économiques : les programmes augmentant le potentiel de revenus des jeunes femmes peuvent accroître leur capacité à planifier leur mariage et les décisions en matière de procréation de trois manières. Premièrement, la capacité d'apporter une contribution économique élargit le rôle des femmes au-delà de celui du sexe et de la procréation. Cela peut augmenter leur désir de limiter ou d'espacer les naissances. La transformation des filles de personnes passives économiquement en personnes actives aux yeux de la société et de leur famille peut également atténuer les pressions externes pour qu'elles se marient ou aient des enfants trop tôt.

Deuxièmement, la perte de revenus associée à l'éducation des enfants est un coût d'opportunité qui peut accroître le désir des femmes de limiter ou d'espacer les naissances et d'exercer un contrôle sur leur procréation. Troisièmement, l'augmentation des revenus d'une jeune femme peut améliorer son pouvoir de négociation au sein du ménage et lui permettre d'exercer efficacement le contrôle de sa procréation en négociant l'initiation sexuelle ou le mariage, et en négociant les conditions sexuelles, y compris l'utilisation de contraceptifs. La création d'opportunités génératrices de revenus pour les femmes peut donc contribuer à l'autonomisation des femmes au-delà du domaine économique en élargissant leurs choix personnels et leur contrôle en matière de SSR.

Incitations à la scolarisation ou au mariage après l'âge de 18 ans : dans certaines communautés, l'environnement économique, culturel et social ne fournit pas d'alternatives viables au mariage pour les adolescentes. Une fois que les filles abandonnent l'école, peut-être en raison de la mauvaise qualité ou du coût élevé de la scolarisation, il peut être difficile pour les parents de s'abstenir de marier leurs filles. Dans ces communautés, l'amélioration de l'offre d'un enseignement primaire et secondaire de qualité et abordable peut être l'un des meilleurs moyens de retarder le mariage et la procréation, car les parents considèrent souvent la scolarisation comme une alternative viable au mariage pour leurs filles. Les incitations et les programmes visant à maintenir les filles à l'école peuvent également conduire à des points de basculement dans les communautés où de plus en plus de filles restent à l'école et peuvent retarder le mariage. Quelques interventions ont également visé à retarder le mariage par des incitations financières conditionnelles à ne pas se marier trop tôt, avec une scolarité additionnelle souvent comme un avantage supplémentaire.

Source : Botea et al. (2017).



Autonomiser les filles

La première catégorie de programmes met l'accent sur l'autonomisation des filles en leur fournissant des compétences de vie pratiques et des connaissances en matière de santé reproductive. L'intervention typique est celle d'un « club espace sûr » au sein duquel les adolescentes peuvent s'exprimer en sécurité. Ces clubs constituent des plates-formes de prestation pour réunir les filles avec un mentor adulte de confiance à un moment et à un endroit précis. L'approche a été lancée par Building Resources Across Communities (BRAC) en Asie du Sud et le Population Council en Afrique et en Amérique latine. Ces clubs se sont avérés efficaces lorsqu'ils sont bien mis en œuvre. En combinant socialisation, des activités et un accès à des mentors, les clubs sont attrayants pour les filles. À partir de là, d'autres services sont fournis. Les clubs peuvent être organisés dans divers contextes, y compris les écoles ou les centres communautaires. Les filles se rencontrent régulièrement et, avec l'aide des mentors, sont en mesure de discuter d'un éventail de questions, y compris celles liées à la SSR. Elles acquièrent des compétences de vie, y compris des compétences socio-émotionnelles telles que la pensée critique et la résolution de problèmes, la communication et la négociation (par exemple au sein de leur futur ménage). L'un des objectifs est souvent de renforcer la conscience de soi et l'estime de soi des filles afin qu'elles puissent explorer et réaliser leurs propres aspirations. Dans de nombreux cas, les clubs d'espaces sûrs sont également utilisés pour transmettre des compétences plus techniques telles que la lecture et le calcul ou des compétences commerciales de base.

Sans d'autres interventions, les programmes d'espaces sûrs peuvent ne pas être suffisants pour retarder le mariage et la procréation ou améliorer la scolarisation. Cependant, ils obtiennent des résultats importants liés (entre autres) aux aspirations et à l'estime de soi, à la confiance et à la connaissance de la SSR.

Ces programmes ont contribué à améliorer les connaissances et les comportements en matière de SSR. Cela comprend une augmentation

du nombre de filles subissant des tests de dépistage du VIH ou des conseils, une augmentation de l'utilisation de la contraception moderne ou d'autres méthodes de planification familiale, une réduction du désir de pratiquer la mutilation génitale féminine pour les filles dans les pays où la pratique est répandue, une réduction du risque de violence entre partenaires intimes lorsque le programme s'adresse également aux hommes, une augmentation de l'estime de soi et l'acquisition de compétences spécifiques enseignées lors de sessions en espace sécurisé, par exemple dans les domaines des connaissances financières ou de l'alphabétisation de base.

Cependant, sans interventions supplémentaires liées à la scolarité ou à l'emploi et aux moyens de subsistance, il n'est pas certain que des espaces sûrs soient suffisants pour retarder le mariage et la procréation (même si cela n'a peut-être pas été un objectif principal de ces projets). Par conséquent, il est important d'envisager des programmes dans lesquels des espaces sûrs ont été combinés avec des opportunités d'emploi et des incitations à rester à l'école, généralement avec des impacts plus importants sur l'âge au mariage et à la maternité.

Offrir des opportunités d'emploi

La deuxième catégorie de programmes combine l'accent mis sur l'autonomisation des filles, souvent grâce à des clubs espaces sûrs, avec un accent supplémentaire sur la fourniture d'emplois ou moyens de subsistance. Ces programmes conviennent aux filles qui ne sont pas scolarisées. Pour ces filles, l'acquisition de compétences en vue de générer des revenus peut constituer une alternative au mariage et à la procréation précoces. Deux groupes d'interventions sont distingués : les interventions sur les moyens de subsistance, les connaissances de base financières et l'accès aux services financiers. Les impacts sur l'âge au mariage et à la procréation précoce ont tendance à être plus importants qu'avec les programmes centrés uniquement sur les compétences de vie ou les connaissances SSR, mais pas dans tous les cas. Étant donné qu'ils mettent l'accent sur les opportunités économiques, ces programmes ont



Bénin : Coûts économiques du mariage des enfants et solutions potentielles

aussi souvent réussi à augmenter les revenus, l'emploi et l'épargne.

Plusieurs de ces programmes réussissent également à accroître l'utilisation de contraceptifs modernes et à améliorer les connaissances en SSR, ce qui peut aider à retarder la procréation. Dans certains cas, les programmes réussissent également à retarder l'âge du mariage et à réduire les grossesses chez les adolescentes. Par exemple, le programme d'autonomisation et de moyens de subsistance des adolescentes du BRAC en Ouganda a augmenté la probabilité que les filles s'engagent dans des activités génératrices de revenus de 32%, a augmenté de 50% l'utilisation systématique auto-déclarée du préservatif par les personnes sexuellement actives, a réduit les taux de fécondité de 26% et a réduit le signalement des rapports sexuels non désirés de 76%. Il y a également eu une réduction des grossesses chez les adolescentes et des mariages d'enfants, ainsi qu'un changement dans la dynamique de genre dans la communauté (Bandiera et al., 2014 ; Buehren et al., 2015). Le message de la revue de la littérature est que l'ajout d'une dimension de moyens de subsistance aux programmes de compétences de vie et de connaissance de la SSR peut aider à retarder le mariage et la procréation, mais pas dans tous les cas. L'accent mis sur les opportunités économiques peut également contribuer à assurer une participation régulière des filles à ces programmes.

Fournir des incitations pour garder les filles à l'école

Le troisième ensemble de programmes se concentre sur le maintien des filles à l'école, ou leur permettant de revenir à l'école en cas d'abandon scolaire et le report du mariage. La littérature suggère que de multiples options d'intervention sont disponibles pour maintenir les filles à l'école et retarder le mariage (Kalamar et al., 2016). Dans quelques cas, les évaluations montrent également que les programmes d'incitation à la scolarisation réussissent assez souvent à maintenir les filles à l'école et parfois à retarder le mariage et la procréation. Certains de ces programmes permettent aux filles qui ont abandonné l'école d'y retourner.

Parmi les trois types d'interventions examinées dans cette note, les interventions visant à promouvoir l'éducation, notamment en réduisant les coûts directs et d'opportunité de la scolarisation, sont les plus susceptibles de contribuer à retarder le mariage et la procréation.

Les transferts monétaires (conditionnels ou inconditionnels) pour encourager l'éducation des filles, promouvoir la santé et soutenir les familles pendant les chocs peuvent être efficaces. Ils sont souvent liés à la fréquentation scolaire des enfants ou aux visites de médecine préventive. Un important corpus de recherches montre que ces transferts sont efficaces pour améliorer les résultats scolaires des enfants dans les pays en voie de développement, et de telles initiatives ont maintenant été lancées dans plus de 29 pays à faible revenu dans le monde. Les programmes de transferts et de soutien du revenu ont également des résultats positifs, tels qu'une réduction du travail des enfants, une scolarisation accrue et une meilleure nutrition des enfants (pour le Malawi, voir Bastagli et al., 2016). Bien que tous les programmes ne réussissent pas dans tous les domaines, les données sont globalement convaincantes que, par rapport aux deux autres types de programmes examinés ci-dessus, ceux qui se concentrent sur la scolarisation des filles ou, dans certains cas, sur le report de l'âge au mariage par des incitations financières, peuvent être plus efficaces pour retarder le mariage et la procréation.

Les interventions combinant un accent sur l'autonomisation des filles, souvent par le biais de clubs d'espaces sûrs et des moyens de subsistance, peuvent améliorer les résultats en matière de santé reproductive et retarder le mariage ou la maternité. Cela a été le cas, par exemple, en Ouganda, mais pas systématiquement dans d'autres pays. Comme il s'agit souvent de la seule option disponible pour les filles non scolarisées, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.



Résumé pour les interventions ciblées

Les trois types d'intervention mentionnés ci-dessus ne se veulent pas exhaustifs. Par exemple, pour améliorer le niveau de scolarité des filles, diverses interventions peuvent être nécessaires. Les trois types d'interventions énumérés ci-dessus ont été sélectionnés parce que leurs évaluations ont examiné les changements dans les connaissances en matière de SSR, le mariage des enfants et la procréation précoce. Les divers programmes et interventions ne sont pas non plus mutuellement exclusifs mais peuvent en fait se compléter. Si certains programmes fonctionnent mieux que d'autres pour retarder le mariage et la procréation et améliorer le niveau de scolarité des filles, les trois catégories de programmes présentent des avantages. En ciblant différents groupes de filles, par exemple celles qui sont à l'école ou qui ont le potentiel de retourner à l'école ainsi que celles qui ont abandonné l'école et ne peuvent pas avoir la possibilité de retourner à l'école, les trois catégories de programmes devraient être prises en compte lors de la mise en œuvre d'une stratégie visant à améliorer les opportunités pour les adolescentes.

Une autre leçon a trait à la nécessité d'associer les transferts monétaires à des mesures d'accompagnement visant à renforcer la capacité d'agir, telles que le développement de compétences de vie et la promotion des connaissances en nutrition et en santé reproductive (Banque mondiale, 2012).



CONCLUSION

Si les investissements visant à réduire le mariage des enfants, à prévenir les grossesses précoces et à promouvoir l'éducation des filles ne doivent pas reposer uniquement sur des considérations économiques, cette note démontre que les avantages de tels investissements seraient importants au Bénin. La principale motivation pour réduire le mariage des enfants, prévenir les grossesses précoces et promouvoir l'éducation des filles devrait être de s'attaquer aux risques et souffrances considérables auxquels sont confrontés les adolescentes et leurs enfants. Les impacts négatifs de ces problèmes sur un large éventail d'indicateurs de développement sont clairs. Ces problèmes ont également des coûts économiques importants. La démonstration de l'ampleur de ces coûts fournit une justification supplémentaire pour des investissements en faveur des adolescentes.

Dans cette note, une sélection de coûts ou avantages économiques associés aux effets du mariage des enfants et de la procréation précoce ont été estimés. Parmi les avantages économiques de l'élimination du mariage des enfants et de la prévention des grossesses précoces, on peut citer : (1) une croissance plus élevée du PIB par habitant grâce à une croissance démographique plus faible ; (2) des revenus du travail plus élevés pour les femmes à l'âge adulte ; (3) des revenus du travail plus élevés pour les enfants à l'âge adulte grâce à une réduction des retards de croissance ; (4) une évaluation des avantages liés aux vies d'enfants sauvées ; et (5) des besoins budgétaires réduits grâce à une croissance démographique plus faible. Bien que cette liste d'avantages ne soit en aucun cas exhaustive, elle comprend certains des avantages économiques les plus importants auxquels on peut s'attendre (Wodon et al., 2018).

Enfin, compte tenu des résultats d'une revue de la littérature internationale sur ce qui fonctionne pour mettre fin au mariage des enfants, il semble que fournir un transfert d'argent ou d'autres incitants économiques pour aider les adolescentes à rester à l'école au niveau du secondaire puisse être une bonne stratégie pour mettre fin au mariage des enfants au Bénin. Comme cela est discuté dans une autre note dans cette série, cela permettrait de répondre à la contrainte pour l'éducation des filles que représente le coût de l'éducation au Bénin.



BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, D. 2010. Theory, General Equilibrium, and Political Economy. NBER Working Paper No. 15944. Boston, MA : National Bureau of Economic Research.
- Acemoglu, D., D. H. Autor, and D. Lyle. 2004. Women, War, and Wages : The Effect of Female Labor Supply on the Wage Structure at Mid-century, *Journal of Political Economy* 112(3) : 497-551.
- Angrist, J. D. 1995. The Economic Returns to Schooling in the West Bank and Gaza, *American Economic Review*, 85(5) : 1065-87.
- Lange, G. M., Q. Wodon, and K. Carey. 2018. *The Changing Wealth of Nations 2018 : Sustainability into the 21st Century*. Washington, DC : World Bank.
- Psacharopoulos, G., and H. A. Patrinos. forthcoming. Returns to Investment in Education : A Decennial Review of the Global Literature, *Education Economics*.
- Savadogo, A. and Q. Wodon. 2018. Impact of Child Marriage on Women's Earnings across Multiple Countries. *Education Global Practice*. Washington, DC : World Bank.
- UNESCO. 2017. *Reducing Global Poverty through Universal Primary and Secondary Education*, Policy Paper 32/Fact Sheet 44. Paris.
- Wils, A. 2015. Reaching Education Targets in Low and Lower-middle Income Countries : Costs and Finance Gaps to 2030, Background paper prepared for the UNESCO Education for All Global Monitoring Report, Paris : UNESCO.
- Wodon, Q. 2018. Education Budget Savings from Ending Child Marriage and Early Childbirths : The Case of Niger, *Applied Economics Letters*, 25(10) : 649-52.
- Wodon, Q., and B. de la Brière. 2018, Unrealized Potential : The High Cost of Gender Inequality in Earnings. *The Cost of Gender Inequality Notes Series*. Washington, DC : World Bank.
- Wodon, Q., C. Male, A. Nayihouba, A. Onagoruwa, A. Savadogo, A. Yedan, J. Edmeades, A. Kes, N. John, L. Murithi, M. Steinhaus, and S. Petroni. 2017. *Economic Impacts of Child Marriage : Global Synthesis Report*, Washington, DC : World Bank and ICRW.
- Wodon, Q., C. Male, and A. Onagoruwa. Forthcoming. A Simple Approach to Measuring the Share of Early Childbirths Likely Due to Child Marriage in Developing Countries, *Forum for Social Economics*.
- Wodon, Q., C. Montenegro, H. Nguyen, and A. Onagoruwa. 2018. *Missed Opportunities : The High Cost of Not Educating Girls*. The Cost of Not Educating Girls Notes Series, Washington, DC : World Bank.
- Wodon, Q., C. Nguyen, and C. Tsimpo. 2016. Child Marriage, Education, and Agency in Uganda, *Feminist Economist*, 22(1) : 54-79.
- World Bank. 2001. *Engendering Development through Gender Equality in Rights, Resources, and Voice*, Washington, DC.
- World Bank. 2012. *World Development Report 2012 : Gender Equality and Development*. Washington, DC.
- World Bank. 2015. *Global Monitoring Report 2015/16 : Development Goals in an Era of Demographic Change*, Washington, DC.
- World Bank. 2018. *World Development Report 2018 : Learning to Realize Education's Promise*. Washington, DC.
- Citation suggérée pour cette note : Wodon, Q., C. Male, et A. Onagoruwa. 2021. Bénin : Coûts économiques du mariage des enfants et solutions potentielles. *Éducation et groupes vulnérables en Afrique – Série de notes pour le Bénin*. Washington, DC : Banque mondiale et UNICEF.
- Les auteurs sont reconnaissants à Serghei Buruiana, Hyacinthe Gbaye, Mathieu Koupko et le staff Ministère des Enseignements Maternel et Primaire et de Ministère des Enseignements, Secondaires, Technique et de Formation Professionnelle pour leurs commentaires et suggestions sur cette série de notes, ainsi qu'à Meskerem Mulatu pour ses conseils dans la réalisation de la série de notes. Un financement du Royaume des Pays-Bas pour ces notes est aussi fortement apprécié.



Publié par : UNICEF Bénin & BANQUE MONDIALE

Direction : Serghei Buruiana

Équipe de rédaction : Quentin Wodon, Hyacinthe Gbaye, Serghei Buruiana, Mathieu Koukpo,
Ministère des Enseignements Maternel et Primaire et de Ministère des
Enseignements Secondaire, Technique et de Formation Professionnelle

Conception : Les Éditions du Flamboyant & Communications

Crédits photos : UNICEF Bénin